



## COMPTE-RENDU DE LA VINGT-DEUXIEME RÉUNION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 9-11 NOVEMBRE 2004

La 22<sup>e</sup> réunion du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est tenue du 9 au 11 novembre 2004 à l'Hôtel Ashok à New Delhi, en Inde. Cette réunion a rassemblé plus de 250 participants représentant des gouvernements, les agences des Nations Unies, les Unités d'appui technique du GIEC, ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Au cours de la réunion, les délégués se sont penchés sur: la portée, le contenu et le processus du Rapport de synthèse du Quatrième rapport d'évaluation (RE4) du GIEC; les produits du RE4; le travail de communication; le programme et le budget du GIEC pour la période allant de 2005 à 2008; et les procédures d'élection. Les délégués ont également écouté les rapports sur la situation: des contributions du Groupe de Travail au RE4; du Rapport spécial sur la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique mondial; du Rapport spécial sur le piégeage et l'entreposage du dioxyde de carbone; des Directives de 2006 du GIEC concernant les Inventaires nationaux des gaz à effet de serre (GES); et des activités du Groupe de travail sur l'appui en matière de données et de scénarios pour l'analyse de l'impact climatique (TGICA).

Grâce à l'esprit de collaboration du GIEC, les délégués ont approuvé un processus pour l'élaboration d'un Rapport de synthèse du RE4, ainsi qu'une décision relative au programme et au budget du GIEC pour la période 2005-2008. En ce qui concerne le Rapport de synthèse, les délégués se sont accordés sur un rapport de 30 pages comportant un Résumé de cinq pages à l'intention des décideurs politiques et devant être approuvé par le GIEC à la fin d'octobre 2007. La réunion a également fourni un cadre pour des discussions fructueuses sur le travail de communication du GIEC, discussions qui ont révélé la nécessité d'élaborer des stratégies de communication pour s'assurer la plus large diffusion possible des rapports spéciaux et du RE4.

### BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'objectif du GIEC est de procéder à l'évaluation des données scientifiques, techniques et socioéconomiques pertinentes à la compréhension des risques associés aux changements climatiques provoqués par l'homme. Le GIEC n'entreprind pas de nouvelles recherches et n'assure pas le suivi des données relatives au climat. Dans ses évaluations, le GIEC se base sur la littérature scientifique et technique

publiée et évaluée par les pairs. Son Secrétariat est domicilié à Genève, en Suisse. Son personnel est fourni à la fois par l'OMM et le PNUE.

Depuis sa création, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, des rapports spéciaux et des documents techniques, fournissant l'information scientifique relative aux changements climatiques à la communauté internationale, en particulier aux décideurs politiques et au grand public. Cette information a joué un rôle important dans les négociations menées dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La CCNUCC, qui fournit le cadre politique global nécessaire au traitement des changements climatiques, a été adoptée en 1992 et est entrée en vigueur en 1994.

La structure actuelle du GIEC comprend trois groupes de travail:

- le Groupe de Travail I évalue les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat;
- le Groupe de travail II traite de la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels aux changements climatiques, des conséquences négatives et positives des changements climatiques, et des possibilités de s'y adapter; et
- le Groupe de Travail III évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de GES et l'atténuation des changements climatiques.

### DANS CE NUMERO

Bref Historique du GIEC .....	1
Compte Rendu de la GIEC-22 .....	2
Approbation du Projet de Rapport de la GIEC-21. . . . .	3
Rapports sur l'état d'avancement des travaux . . . . .	3
Portée, contenu et processus du Rapport de synthèse du Quatrième rapport d'évaluation . . . . .	4
Produits du RE4 .....	5
Travail de communication .....	6
Programme et budget du GIEC pour la période 2005-2008. ....	6
Procédures d'élection .....	7
Séance plénière de clôture .....	8
Une Brève Analyse de la GIEC-22 .....	8
Prochaines Réunions .....	9



Le GIEC dispose également d'une Equipe spéciale pour les Inventaires nationaux des GES. Cette Equipe supervise le Programme des inventaires nationaux des GES (PINGES) du GIEC, qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelle internationale, et un logiciel pour le calcul et le compte rendu des émissions et des réductions nationales des GES, et à encourager l'utilisation de cette méthodologie par les pays participant au GIEC et par les signataires de la CCNUCC.

**LES PRINCIPAUX PRODUITS DU GIEC:** Le GIEC a achevé ses premières évaluations exhaustives des changements climatiques dans le Premier rapport d'évaluation en 1990, et dans le Second rapport d'évaluation en 1995. En 1994, le GIEC a élaboré les directives techniques encadrant l'évaluation des inventaires de GES, puis a procédé à leur révision en 1996. Le Protocole de Kyoto de 1997 de la CCNUCC a réaffirmé l'utilisation des Directives encadrant l'élaboration des inventaires nationaux des GES par les Parties à la CCNUCC et, à l'avenir, par les Parties au Protocole.

Le Troisième rapport d'évaluation (TRE) du GIEC a été achevé par le Groupe en 2001. Ce rapport traite des dimensions scientifiques, techniques et socioéconomiques des changements climatiques pertinentes aux politiques. Il se concentre sur les résultats obtenus depuis 1995 et accorde une attention particulière aux deux échelles régionale et mondiale. Le TRE comprend: une évaluation exhaustive émanant des trois Groupes de travail du GIEC, des résumés à l'intention des décideurs politiques, un résumé technique du rapport de chacun des Groupes de travail et un Rapport de synthèse. Les évaluations exhaustives, le Rapport de synthèse ainsi que les résumés à l'intention des décideurs politiques ont été l'objet d'un examen approfondi de la part des experts et des gouvernements. Le Rapport de synthèse du TRE est rédigé dans un style non technique ciblant les décideurs politiques. Il traite de neuf questions politiques identifiées par le GIEC sur la base des soumissions présentées par les gouvernements.

**DIX-SEPTIÈME RÉUNION:** Les discussions sur le TRE ont été clôturées à la GIEC-17 et à la GIEC-18. A la GIEC-17, tenue du 4 au 6 avril 2001, à Nairobi, Kenya, les participants ont accepté les actions des trois Groupes de travail du GIEC concernant l'adoption de leurs contributions au TRE. Ils y ont procédé aussi à l'examen des progrès accomplis dans le Rapport de synthèse du TRE, et ont tenu un débat approfondi sur l'avenir du GIEC. Les participants ont également approuvé l'élaboration d'un document technique consacré aux liens entre la diversité biologique et les changements climatiques, et ont examiné une proposition appelant à l'élaboration d'un rapport spécial sur les changements climatiques et le développement durable.

**DIX-HUITIÈME RÉUNION:** La GIEC-18 s'est déroulée du 24 au 29 septembre 2001, à Londres, Royaume-Uni. Les participants y ont procédé à l'examen puis à l'adoption des Résumés à l'intention des décideurs politiques et du Rapport de synthèse du TRE, et ont pris des décisions pour: le maintien des trois Groupes de travail du GIEC, du Groupe de travail sur les inventaires nationaux de GES, et de la taille du Bureau du GIEC à 30 membres. Les participants ont aussi adopté le programme de travail et le budget du GIEC pour la période 2002-2004; ont avalisé un document délimitant la portée du Document Technique consacré aux changements climatiques et à la diversité biologique; et ont endossé, en principe, l'élaboration d'un document technique sur les changements climatiques et le développement durable. En outre, les participants ont accepté le programme de travail concernant les Directives encadrant les bonnes pratiques dans le domaine de l'Utilisation des terres, les changements survenus dans l'utilisation des terres et la foresterie (UTCUTF), et ont autorisé la poursuite des travaux d'élaboration

des définitions de la dégradation et des pertes de végétation, et de préparation de documents établissant la portée des travaux requis par la CCNUCC.

**DIX-NEUVIÈME RÉUNION:** À la dix-neuvième réunion du GIEC, la Plénière a entamé les travaux nécessaires au rapport d'évaluation suivant. Lors de cette réunion, tenue du 17 au 20 avril 2002 à Genève, les participants ont pris, entre autres, des décisions sur: le projet de plan de travail pour l'élaboration des définitions de la dégradation des forêts et la perte d'autres types de végétations; les options méthodologiques offertes dans le domaine des inventaires et du compte rendu des émissions découlant de ces activités; et les éléments de la procédure de l'accord sur les produits du PINGES. Ils ont également pris des décisions en ce qui concerne: la date de livraison du RE4; la tenue d'un atelier consacré à la séparation, au piégeage et à l'entreposage du carbone géologique et océanique; le projet de document établissant la portée du rapport entre les changements climatiques et l'eau; et la tenue d'une réunion d'experts sur les changements climatiques et le développement.

**VINGTIÈME RÉUNION:** La GIEC-20 s'est déroulée du 19 au 21 février 2003, à Paris, France. Les participants se sont accordés sur le plan de travail de deux réunions d'experts consacrées à la manière de faire progresser et de structurer le RE4, et ont examiné le cadre et un ensemble de critères pour l'établissement des priorités devant être traitées dans les rapports spéciaux, dans les rapports méthodologiques et dans les papiers techniques au cours de la période de la quatrième évaluation. Ils ont également décidé de tenir une réunion scientifique de haut niveau pour étudier les processus affectant les stocks de carbone et les influences humaines exercées sur eux, et pour produire un rapport spécial sur la sauvegarde de la couche d'ozone et du système climatique de la planète.

**VINGT-ET-UNIÈME RÉUNION:** À la GIEC-21, tenue du 3 au 7 novembre 2003, à Vienne, Autriche, les participants ont procédé à l'examen des grandes lignes des propositions de contributions des Groupes de Travail au RE4, et de la proposition du Président concernant le rapport de synthèse du RE4. Ils ont décidé que le document technique sur les changements climatiques et l'eau devrait être achevé en 2007; ont débattu des termes de référence du document consacré à l'ensemble des produits du RE4, et ont examiné le rapport de la réunion d'experts du GIEC sur les processus affectant les stocks terrestres de carbone et sur les influences humaines exercées sur eux. Le Groupe a approuvé les termes de référence de la révision des Directives révisées de 1996 du GIEC encadrant les Inventaires nationaux des GES et se sont accordés sur la révision du mandat et de l'appellation du groupe de travail sur les Scénarios pour l'Analyse du climat et de son impact (appelé maintenant TGICA).

## COMPTE RENDU DE LA GIEC-22

La vingt-deuxième réunion du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC-22) a entamé ses travaux le mardi 9 novembre avec une cérémonie aux lanternes. Thiru A. Raja, Ministre indien de l'environnement et des forêts, a souligné la nécessité de veiller à ce que les conclusions du Quatrième rapport d'évaluation (RE4) parviennent au grand public, ainsi que la nécessité pour ce rapport, de mettre l'accent sur l'importance de la recherche dans les pays en développement.

Prodipto Ghosh, Secrétaire d'État du Ministère indien de l'environnement et des forêts, a mis l'accent sur le service rendu par le GIEC aux Parties, à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), au Protocole de Kyoto et à l'ensemble de la communauté des décideurs politiques.



Le Président du GIEC, R.K. Pachauri a déclaré que le GIEC doit respecter les points de vue de chaque membre et que chaque membre doit respecter les points de vue du Groupe.

Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a précisé que la souplesse du GIEC devrait lui permettre de traiter des sujets autres que les changements climatiques, et a souligné l'importance du thème transversal de l'eau.

Klaus Töpfer, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a mis en relief l'importance des travaux du GIEC pour les processus politiques s'y rapportant, et a salué l'implication croissante dans le RE4 des auteurs femmes et des auteurs provenant de pays en développement.

Halldór Thorgeirsson, Coordonnateur de l'Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) de la CCNUCC, a mis en relief l'importance accordée par la CCNUCC au suivi du climat, la révision continue des directives concernant l'établissement des rapports consacrés aux gaz à effet de serre (GES), et les directives concernant les bonnes pratiques dans l'utilisation des terres, les changements survenus dans l'affectation des terres et la foresterie.

#### **APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA GIEC-21**

Le rapport de la GIEC-21 (IPCC-XXII/Doc.3) a été approuvé avec un amendement introduit par la Suisse clarifiant une intervention sur les résultats de la réunion sur les processus affectant les stocks terrestres de carbone et les influences humaines exercées sur eux.

#### **RAPPORTS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX CONTRIBUTIONS DU GROUPE DE TRAVAIL AU RE4:**

Dahe Qin (Chine), Coprésident du Groupe de travail I, a présenté le rapport de ce Groupe (IPCC-XXII/Doc.9), précisant que les principaux auteurs et éditeurs ont été sélectionnés. Il a aussi indiqué qu'un projet de rapport sera présenté en mai 2005, et que le Groupe de travail I a mis au point un système électronique pour faciliter l'accès aux documents et aux données.

Martin Parry (Royaume Uni), Coprésident du Groupe de travail II, a présenté le rapport du Groupe de travail II (IPCC-XXII/Doc.10). Il a indiqué que le Groupe de travail II a sélectionné des auteurs, en soulignant la nécessité d'une représentation géographique équilibrée et en impliquant des scientifiques nouvellement introduits dans le GIEC. Parry a décrit les futures étapes, ainsi que l'intégration de thèmes transversaux, notamment celui de l'eau.

Faisant référence au rapport du Groupe de travail III (IPCC-XXXII/Doc.11) Ogunlade Davidson (Sierra Leone), Coprésident du Groupe de travail III, a indiqué que le groupe a tenté d'accroître la représentation régionale au sein de son équipe chargée du RE4 et d'introduire de nouveaux auteurs dans le processus de rédaction. Il a appelé l'attention sur les réunions à venir sur l'intégration de l'adaptation, de l'atténuation et du développement durable, et sur les scénarios des émissions.

L'Iran a requis que les calendriers de soumission des projets de rapports des Groupes de travail soient ajustés afin d'accélérer le parachèvement de chacun des rapports. Le délégué de l'Inde a recommandé avec insistance que l'accès au journal en ligne du Groupe de travail I soit étendu aux autres Groupes de travail. Il a également recommandé que les détails concernant l'équilibre hommes/femmes et l'équilibre géographique soient rapportés en utilisant les mêmes catégories pour chacun des Groupes de travail.

L'Autriche a suggéré que la Plénière soit informée des résultats des réunions du Groupe de travail III sur les scénarios des émissions, compte tenu de la grande sensibilité et de la pertinence de ces informations. La Suisse a souligné que les questions sensibles au plan politique ne devraient pas être abordés sur un mode technique.

**RAPPORT SPECIAL SUR LA SAUVEGARDE DE LA COUCHE D'OZONE ET DU SYSTEME CLIMATIQUE DE LA PLANÈTE:** Bert Metz (Pays-Bas), Coprésident du Groupe de travail III, a présenté le rapport (IPCC-XXII/Doc.13/Rev.1), a passé en revue les modifications en ce qui concerne la portée du rapport et a précisé que ce dernier sera achevé en avril 2005.

**RAPPORT SPÉCIAL SUR LE PIÉGEAGE ET L'ENTREPOSAGE DU DIOXYDE DE CARBONE:** Le Coprésident du Groupe de travail III, Metz, a précisé que l'achèvement du rapport a été reporté jusqu'en septembre 2005, ce qui permettra de prendre pleinement en compte les nouvelles publications scientifiques se rapportant à ce domaine (IPCC-XXII/Doc.14). Il a fait état d'une expérimentation entreprise actuellement dans le processus d'évaluation et dans laquelle l'évaluation d'experts est menée de manière anonyme, afin d'améliorer l'objectivité dans les réponses aux commentaires. L'Autriche, contrée par la Fédération de Russie, a apporté son appui à l'expérimentation de l'évaluation menée de manière anonyme. Le Président Pachauri a indiqué que les résultats de cette expérimentation seront examinés par le Groupe en temps opportun.

**ÉDITION 2006 DES DIRECTIVES DU GIEC CONCERNANT LES INVENTAIRES NATIONAUX DES GES:** Thelma Krug (Brésil), Coprésidente de l'Équipe spéciale pour les Inventaires nationaux des GES a rapporté que cinq réunions ont été organisées, et que l'ensemble des cinq volumes des directives y ont été examinés (IPCC-XXII/Doc.12). Elle a déclaré que les méthodologies applicables à l'évaluation des produits ligneux peuvent être incluses, et a souligné que les directives viseraient à fournir de nouvelles lignes directrices pour l'amélioration de la cohérence dans l'élaboration des rapports concernant les émissions de dioxyde de carbone. Faisant état de la complexité et des incertitudes des questions ayant trait aux aérosols, Taka Hiraishi (Japon), Coprésident de l'Équipe spéciale pour les Inventaires nationaux des GES, a mis en relief les autres points de vue en ce qui concerne la date de la réunion d'experts et a indiqué qu'une petite réunion d'experts serait convoquée en 2005 (IPCC-XXII/Doc.16).

La Fédération de Russie a déclaré que les aérosols d'origine volcanique devraient être étudiés. La Suisse a recommandé de poursuivre les travaux sur les aérosols, mais a remis en question la poursuite du débat autour des méthodologies applicables aux questions non entièrement résolues dans le processus de la CCNUCC, et a plaidé pour la tenue de consultations avec le SBSTA.

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LE SOUTIEN EN MATIÈRE DE DONNÉES ET DE SCÉNARIOS POUR L'ANALYSE DE L'IMPACT DU CLIMAT (TGICA):** Renate Christ, Secrétaire du GIEC, a présenté le rapport sur les progrès accomplis par le TGICA, mettant en relief les résultats de la première réunion tenue dans le cadre de son nouveau mandat, en septembre 2004 (IPCC-XXII/Doc.15). Elle a précisé que les participants à cette réunion y avaient procédé à l'examen de nombreuses questions, dont celles ayant trait à la facilitation de l'accès aux archives du nouveau Modèle général de circulation, au renforcement des capacités et aux données socioéconomiques. Le délégué des Pays Bas a mis en garde contre l'interprétation des résultats tirés des ensembles de données du TGICA comme étant des "données du GIEC".



## **PORTÉE, CONTENU ET PROCESSUS DU RAPPORT DE SYNTHÈSE DU QUATRIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION**

Les délégués se sont penchés sur le Rapport de synthèse du RE4 le mardi, le mercredi et le jeudi en plénière, et dans les réunions du groupe de contact tenues le mercredi et le jeudi. Le jeudi après midi, les délégués ont approuvé un processus d'élaboration du Rapport de synthèse. Tout au long des discussions, les questions du calendrier et du contenu du Rapport de synthèse sont apparues comme étant les plus grands défis dans les négociations.

Le mardi en plénière, le Président Pachauri a donné un aperçu sur la proposition d'élaborer le Rapport de synthèse du RE4 (IPCC-XXII/Doc.5) et a souligné la nécessité d'un tel rapport, rappelant la suggestion que son volume soit limité à 30 pages environ, et expliquant que l'équipe de rédaction proposée comprendrait quatre à six rédacteurs issus de chacun des Groupes de travail. Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté deux calendriers possibles, soulignant que les deux options tiennent compte de la Décision 6 de la GIEC-19 qui stipule que le Rapport de synthèse doit être achevé au cours du dernier trimestre de 2007. Martin Manning de l'Unité d'appui technique du GT-I, a exprimé des réserves concernant le calendrier proposé pour la présentation d'une version provisoire du Rapport de synthèse du RE4 à la CdP-13 de la CCNUCC en novembre 2007, et a plaidé pour que soit renvoyée à plus tard la décision sur la date de livraison.

Un bon nombre de délégués étaient favorables à la production du Rapport de synthèse sur le RE4, et ont souligné la nécessité d'une entente sur sa portée et sa date de livraison. Le délégué des États Unis a mis l'accent sur les problèmes potentiels liés à l'élaboration du rapport de synthèse avant l'approbation des rapports des Groupes de travail. La Suisse a déclaré que le Rapport de synthèse devrait présenter les résultats obtenus depuis le troisième rapport d'évaluation.

Certains délégués ont souligné que chercher à finaliser le Rapport de synthèse à temps pour la CdP-13 pourrait compromettre la qualité dudit rapport. Le Coprésident du Groupe de travail III, Davidson, a rappelé que la qualité est un paramètre distinct, et a souligné la nécessité de terminer le rapport avant la CdP-13, afin que ses conclusions puissent parvenir aux décideurs politiques, alors que l'Allemagne a indiqué que la CCNUCC est la « principale cliente » du GIEC. Le Royaume Uni a fait savoir que l'absence de Rapport de synthèse avant la CdP-13 représenterait une « marche arrière » et ferait du GIEC une institution « inappropriée » aux yeux de certains.

Le mercredi matin, Martin Parry, co-Président du Groupe de travail II, a suggéré que le travail sur le Rapport de synthèse commence plus tôt, pour donner aux rédacteurs l'occasion d'échanger les idées sur les questions clés et de superviser leur développement dans les résumés à l'intention des décideurs politiques rédigés par les Groupes de travail.

Les Pays Bas et le Mexique ont noté la nécessité d'un chevauchement entre le processus de rédaction du rapport du Groupe de travail et de celui du Rapport de synthèse, pour permettre le réexamen, par les Groupes de travail, de toutes incohérences identifiées par le processus du Rapport de synthèse. Le délégué des États Unis a déclaré que le travail sur le Rapport de synthèse ne devrait démarrer qu'après l'achèvement de l'évaluation des rapports des Groupes de travail par les experts, y compris l'incorporation de leurs commentaires dans les rapports.

Bon nombre de délégués étaient d'avis que le Rapport de synthèse doit être court et concis. Cuba, Costa Rica, Pérou et d'autres pays, ont souligné que le Rapport de synthèse doit se baser sur les contributions provenant des meilleurs experts et satisfaire l'exigence de représentation géographique équilibrée;

ils ont en outre déclaré que les thèmes transversaux devraient être intégrés dans le rapport. Certains ont insisté sur le fait que le Rapport de synthèse doit refléter une vraie synthèse des rapports des Groupes de travail, ainsi que des rapports spéciaux.

La Chine a remis en question la valeur ajoutée du Rapport de synthèse, et a précisé que si ce dernier venait à être élaboré, il devrait fournir une explication exhaustive des incertitudes, afin d'éviter d'induire en erreur les décideurs politiques.

Le Malawi, l'Ouganda, les Pays bas, l'Espagne, le Pérou et d'autres pays, ont de nouveau insisté sur la nécessité de produire le Rapport de synthèse avant la CdP-13 de la CCNUCC prévue en 2007. La Slovénie s'est déclarée favorable à la production du Rapport de synthèse avant la CdP-13, mais à la condition que la qualité n'en soit pas compromise. Le délégué des États Unis s'est dit préoccupé par le fait que les contraintes de temps risquent de compromettre l'élaboration d'un rapport de grande qualité. La Belgique a déclaré que la production du Rapport de synthèse avant la CdP-13 ne devrait pas compromettre la qualité, et a fait objection à l'idée de renvoyer à plus tard sa parution.

Le Président Pachauri a mis sur pied un groupe de contact chargé de poursuivre l'examen du contenu, de la longueur et de la date de parution du Rapport de synthèse.

Lors des discussions du groupe de contact coprésidé par Geoff Love (Australie) et Ismail Elgizouli (Soudan), les délégués ont souligné que l'énumération des sujets ne devrait pas être une source de contrainte pour les auteurs, mais plutôt leur servir de guide. Certains ont néanmoins précisé que le débat était préliminaire et que le contenu ne devrait pas être finalisé à ce stade.

Un nouveau calendrier a été proposé, et plusieurs participants ont fait part de leurs réserves quant à son étroitesse, relevant en particulier qu'il exigeait que le rapport soit approuvé par le GIEC une semaine avant la CdP-13.

Au cours de la séance plénière du jeudi matin, le Coprésident Love a présenté un rapport sur les progrès réalisés par le Groupe de contact, soulignant l'entente sur le fait que le contenu proposé doit être souple et considéré comme un guide pour les auteurs. S'agissant du contenu même, les participants ont débattu des changements proposés dans la formulation du titre, à savoir « stabilisation des GES dans le contexte du développement durable » qui est devenu « développement durable et mesures d'atténuation dans le contexte du long terme ». Certains délégués étaient favorables au maintien du terme « stabilisation », alors que d'autres voulaient qu'il soit supprimé. Le Groupe de contact s'est réuni à nouveau pour examiner cette question.

Les délégués du groupe de contact ont examiné le sujet proposé sur le contexte du long terme. Certains étaient d'avis qu'il fallait faire référence à l'Article 2 de la CCNUCC (Objectif), mais face à l'objection des autres, cette référence a dû être supprimée. Plusieurs délégués ont insisté pour que la référence soit faite à différents scénarios de stabilisation formulés en points centrés, mais d'autres s'y sont opposés et la question a été encore renvoyée en plénière.

Le jeudi après midi en Plénière, le Président Pachauri a présenté une nouvelle version de la proposition relative au Rapport de synthèse (IPCC-XXII/Doc.5/Rev.1). Il a expliqué que le Rapport de synthèse proposé comporterait deux parties, un Résumé à l'intention des décideurs politiques de cinq pages au plus et un rapport plus long pouvant atteindre 30 pages. Pachauri a souligné que ce nombre de pages inclut les cartes et les graphiques, mais pas les index.

Les délégués se sont ensuite penchés sur le contenu. La Nouvelle Zélande et les Pays Bas ont insisté sur le fait que les titres des rubriques doivent refléter la formulation convenue à cet effet, et que les points centrés sous chaque titre sont destinés



uniquement à servir de lignes directrices pour les auteurs. Les délégués de ces deux pays ont alors demandé qu'une phrase soit incluse dans la proposition à cet effet.

À propos des perspectives à long terme, la Chine s'est opposée à la référence aux scénarios de stabilisation présentés en points centrés. Le Président Pachauri a proposé d'insérer dans le texte « différents scénarios de concentration de GES » à la place de « stabilisation », proposition qu'un bon nombre de délégués ont indiqué qu'ils pourraient accepter comme compromis. Cependant, la Chine et l'Arabie Saoudite se sont opposées à cette formulation, et ont plutôt préconisé l'utilisation de « scénarios » seulement, qui couvrirait les autres scénarios. Les États Unis ont souligné que les auteurs du Rapport devront considérer tous les scénarios, et qu'il n'était pas nécessaire d'être spécifique. La Fédération de Russie a insisté pour que soit maintenu le terme « stabilisation », arguant qu'il s'agit là du principal objectif de la CCNUCC. Le Président Pachauri a proposé que la référence soit faite à « scénarios » seulement. La France, les Pays Bas et d'autres pays ont déploré que le terme « stabilisation » ne soit pas mentionné, mais ont tout de même approuvé la proposition. Le Canada a déploré le fait que les termes « GES » et « stabilisation » n'apparaissent nulle part dans la section consacrée au contenu. Le Président Pachauri a fait savoir que l'opposition la Fédération de Russie à la suppression du terme « stabilisation » sera consignée dans les rapports. Il a été décidé que la proposition du Président de faire référence au terme « scénarios » uniquement sera adoptée pour le document final.

À propos des options d'adaptation et d'atténuation, et des réactions, le délégué des États Unis, appuyé par la Nouvelle Zélande, l'Allemagne, les Pays Bas et l'Arabie Saoudite, a suggéré que les auteurs tiennent compte des mêmes facteurs pour l'adaptation et pour l'atténuation.

Le délégué des États Unis a suggéré l'ajout dans le contenu, d'une sixième rubrique qui présente les principales conclusions, les incertitudes majeures et les besoins en matière de recherche. Cuba et la Belgique ont souligné que les questions transversales devront être bien intégrées dans le Rapport de synthèse. Le Coprésident du Groupe de contact, Geoff Love, a rappelé qu'il était entendu que les thèmes transversaux seraient intégrés dans le Rapport.

Le Président Pachauri a déclaré que, conformément à la procédure du GIEC, les membres de l'Équipe de rédaction du Rapport de synthèse devraient être sélectionnés par le Président, en consultation avec les Coprésidents des Groupes de travail, et que la composition de l'Équipe de rédaction devrait être approuvée par le Bureau. La Nouvelle Zélande, appuyée par l'Italie et la Belgique a recommandé que l'on pourrait envisager de sélectionner les Évaluateurs du rapport du Groupe de travail dans l'Équipe de rédaction du Rapport de synthèse.

Pour ce qui est de la date de parution du Rapport de synthèse, le Président Pachauri a rappelé l'entente entre les Unités d'appui technique et les Coprésidents du Groupe de travail suivant laquelle le Rapport de synthèse pourrait être achevé avant la CdP-13, sans préjudice pour la qualité.

L'Arabie Saoudite a indiqué que l'exigence de parution du rapport avant la CdP-13 pourrait soumettre les auteurs à des pressions dues à des considérations politiques et a recommandé le renvoi de la prise de décision sur cette question. L'Allemagne a insisté pour que le Rapport de synthèse soit achevé avant la CdP-13, soulignant que les considérations politiques ne devraient pas influencer le délai de livraison du rapport. Les États Unis et l'Arabie Saoudite ont exprimé des doutes quant à l'achèvement d'un rapport de haute qualité avant la tenue de la CdP-13. Les États Unis ont par ailleurs indiqué qu'il faudrait tenir compte des besoins des auteurs. La Belgique quant à elle a jugé le délai

raisonnable, et l'Autriche a souligné que les co-présidents ont estimé que le calendrier n'allait pas compromettre la qualité des rapports. La Secrétaire du GIEC, Christ et le Président Pachauri ont souligné que le calendrier proposé est similaire à celui utilisé pour le Rapport de synthèse du Troisième rapport.

Le Président Pachauri a indiqué qu'il entrerait en contact avec le Secrétaire exécutif de la CCNUCC pour décider si l'on pourrait reporter d'un mois la tenue de la CdP-13, ce qui permettrait d'examiner toutes les préoccupations persistantes en ce qui a trait au Rapport de synthèse. Le coordonnateur de SBSTA de la CCNUCC, Halldór Thorgeirsson, a indiqué qu'il informerait également le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, soulignant toutefois qu'il incombera aux Parties de décider du report de la réunion.

**Document final:** Le document final comporte un paragraphe sur l'historique, et des sections consacrées à la portée, au contenu et au processus. Il indique que le Rapport de synthèse proposé comporterait un Résumé à l'intention des décideurs politiques de cinq pages au plus et un rapport plus long pouvant atteindre 30 pages, incluant les cartes et les graphiques.

La section consacrée au contenu comporte des titres et une liste de points centrés, destinés à fournir les lignes directrices aux auteurs; il est indiqué que les thèmes transversaux seront traités à travers l'ensemble du rapport et que les sujets traités mettront en relief les nouveaux résultats obtenus depuis le Troisième rapport d'évaluation, ainsi que les incertitudes. Les sujets portent sur:

- les changements climatiques observés et leurs effets;
- les causes des changements;
- les changements climatiques observés et leurs effets à court terme et à long terme selon différents scénarios;
- les options d'adaptation et d'atténuation, et les réactions; l'interrelation avec le développement durable aux niveaux mondial et régional;
- les perspectives à long terme: aspects scientifiques et socioéconomiques pertinents pour l'adaptation et l'atténuation, conformes aux objectifs et aux dispositions de la convention et dans le contexte du développement durable; et
- les principales conclusions et incertitudes majeures.

Le document définit par ailleurs le processus en ce qui concerne l'équipe de rédaction, le calendrier et la gestion du Rapport de synthèse. Il stipule que le noyau de l'équipe de rédaction sera constitué de quatre à six membres sélectionnés dans les équipes d'auteurs du rapport de chaque Groupe de travail de manière à doter l'équipe de rédaction de l'expertise scientifique et technique dont elle a besoin pour couvrir des points de vue variés et à satisfaire l'exigence de représentation géographique. La proposition prévoit la sélection de l'équipe de rédaction à la fin de 2005 et le début de la rédaction dans la deuxième moitié de 2006, après que la deuxième esquisse de tous les trois Rapports des Groupes de travail ait été élaborée et soumise à l'évaluation des gouvernements et des experts. L'adoption et l'approbation du Rapport de synthèse sont prévues pour la période du 22 au 26 octobre 2007, ce qui permettrait de livrer à la CCNUCC lors de la CdP-13, une version non corrigée du Rapport de synthèse. La section consacrée à la gestion du Rapport de synthèse détermine l'expertise et le soutien technique requis, ainsi que les coûts connexes impliqués.

#### **PRODUITS DU RE4**

En Plénière le mercredi, la Secrétaire du GIEC Christ, a présenté un document sur les produits du RE4 (IPCC.XXII/Doc.6), notant qu'il rend compte des points soulevés par le groupe de contact convoqué en avril 2004, à la 31<sup>e</sup> session du Bureau du GIEC.



La Nouvelle Zélande a souligné l'importance de la fourniture des renseignements et des ensembles de données, régionalement pertinents. L'Arabie Saoudite a demandé que les questions régionales soient traitées dans les rapports des Groupes de travail. Le Coprésident du Groupe de travail II, Parry, a décrit deux approches possibles pour l'indexation des données régionales. Il a expliqué que la première approche est basée sur l'analyse du contenu du texte final, alors que la seconde exige des auteurs de faire état du sujet et de la région concernés par chaque référence figurant dans le rapport. En ce qui concerne cette dernière approche, Parry a souligné la nécessité d'en discuter à l'avance avec les auteurs. Sans s'opposer à l'idée d'utiliser les centres régionaux pour divulguer les données, la Suisse a insisté sur la nécessité de l'intégrité dans le processus de sélection des données devant être divulguées. L'Australie a indiqué que l'indexation exhaustive et la référence croisée des produits améliorent l'utilité des rapports des Groupes de travail et a souligné l'importance de la mise en place d'un dispositif de recherche électronique. Le Canada a souligné le besoin d'explorer la faisabilité de l'introduction d'un index, notant que le GIEC ne constitue pas l'organe indiqué où débattre de la manière de le faire. Jean Palutikof de l'Unité d'appui technique du Groupe de travail II, a déclaré que le processus du RE4 est trop avancé pour que l'on demande aux principaux auteurs d'indexer leurs travaux, étant donné que leurs mandats ont déjà été convenus. L'Allemagne a souligné l'urgence qu'il y a à indexer les données régionales.

Quant à l'idée de rendre disponibles les modèles, les ensembles de données, les scénarios et les outils de visualisation, le délégué des Pays Bas a remis en question l'attribution du label « approuvés par le GIEC » aux ensembles de données ou aux modèles, mais a reconnu l'utilité de la mise à disposition des matériels de soutien pour les graphiques, faisant référence aux pratiques similaires dans les journaux scientifiques. Le Danemark et la Belgique ont plaidé pour un accès facile aux graphiques et aux tableaux figurant dans le rapport final, et ont demandé que soit facilitée la traduction des légendes accompagnant ces représentations. Évoquant la nécessité de transparence et d'imputabilité, la Belgique et le Danemark ont appelé à une simplification du modèle utilisé dans la production de ces graphiques disponibles, avec son code source et ses paramètres. Aucune décision n'a été présentée sur cette question.

### TRAVAIL DE COMMUNICATION

Ce point a été examiné le mardi et le jeudi dans le Groupe de travail sur la communication, et en Plénière le mercredi et le jeudi.

Le mardi, à la réunion du Groupe de travail, John Stone (Canada), Coprésident du Groupe de travail sur la communication, a demandé au groupe d'examiner les feuilles d'information préparées par le Secrétariat et présentant le GIEC, son historique, sa composition, ses procédures et ses activités. Pour ce qui est des feuilles d'information proposées à la GIEC-21 sur les changements climatiques et les petits États insulaires, les délégués ont exprimé le besoin d'une procédure de préparation différente de ces feuilles d'information particulières. Certains participants ont proposé que ces feuilles soient considérées comme étant de courts documents techniques, puisque leur préparation peut nécessiter l'interprétation des rapports du GIEC déjà approuvés.

En plénière le mercredi, la Secrétaire du GIEC Christ, a présenté le document sur le travail de communication (IPCC-XXII/Doc.7), mettant en relief les sections consacrées à l'interaction avec les médias et à la distribution des publications du GIEC. Le Coprésident du Groupe de travail John Stone,

a présenté un rapport sur les progrès réalisés par le Groupe, expliquant que les discussions s'étaient focalisées sur les feuilles d'information, avec un large consensus sur le besoin de les traduire dans les six langues des Nations Unies et de les envoyer officiellement aux gouvernements. John Stone a noté la proposition de certains délégués souhaitant que les feuilles d'information comportent une déclaration précisant que leur contenu provient des documents du GIEC approuvés antérieurement.

Plusieurs pays ont mis l'accent sur le besoin urgent d'élaborer une stratégie pour le travail de communication. Les Pays Bas et les États Unis ont insisté sur la nécessité d'examiner les feuilles d'information. En ce qui concerne la production d'une liste d'orateurs, l'Autriche et la Belgique ont déclaré que les experts doivent préciser clairement à quel titre ils interviennent. Soulignant la nécessité d'améliorer le travail de Communication dans sa région, l'Iran, appuyé par l'Afghanistan, a proposé que le GIEC organise des ateliers axés sur l'Asie et le Moyen Orient. La Suisse et la Belgique ont recommandé d'explorer les synergies avec les activités menées dans le cadre de l'Article 6 de la CCNUCC (éducation, formation et conscientisation du public). Le Coprésident du Groupe de travail III, Bert Metz et l'Allemagne ont fait une mise en garde contre le renvoi de la prise d'une décision sur le travail de Communication et Metz a signalé que les deux Rapports spéciaux attendus seront achevés avant la GIEC-24.

Le jeudi, les membres du Groupe de travail ont débattu de la préparation d'une stratégie de Communication et ont décidé d'accorder la priorité à une stratégie pour la publication en 2005 des Rapports spéciaux sur la Sauvegarde de la couche d'ozone et le Système climatique mondial, et sur le piégeage et le stockage du dioxyde de carbone. Soulignant les ressources financières limitées, le Groupe a adopté comme deuxième priorité, l'élaboration d'une stratégie de communication à long terme. Rappelant que le travail de communication pour les Rapports spéciaux doit être entrepris en collaboration avec les Unités de soutien technique compétentes et les coprésidents du Groupe de travail sur la communication, les délégués ont insisté sur le besoin:

- d'afficher la traduction des Résumés à l'intention des décideurs politiques sur le site Internet du GIEC, dans un délai d'un mois à partir de leur parution;
- de préparer des communiqués de presse;
- d'organiser des séances d'informations avec les media et autres;
- de préparer un Cd-ROM et une série de diapositives contenant les principaux graphiques; et
- de fournir un mécanisme permettant de recevoir les commentaires des utilisateurs.

Le jeudi en Plénière, le Coprésident du Groupe de travail John Stone, a présenté le rapport sur les progrès réalisés. Soulignant que l'un des Rapports spéciaux devra paraître lors de la GIEC-23, il a expliqué que le Bureau serait consulté sur la stratégie de communication et a rappelé le consensus sur la décision de demander au Secrétariat de procéder sans tarder au recrutement d'experts appropriés. Aucune décision n'a été présentée pour adoption.

### PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC POUR LA PÉRIODE 2005-2008

La question du programme et du budget du Secrétariat du GIEC pour la période 2005-2008 a été examinée en Plénière le mardi et le jeudi, et dans les réunions du groupe de contact le mardi, le mercredi et le jeudi.



Le mardi en Plénière, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté un document contenant le programme et le budget proposés pour la période 2005-2008 (IPCC-XXII/Doc.4/Rev.1). Le Président Pachauri a demandé à Marc Gillet (France) et à Zhenli Chen (Chine), de coprésider un groupe de contact du Comité des finances chargé de l'examen du programme et du budget proposés pour la période 2005-2008. Le jeudi en Plénière, une décision a été adoptée sur ce point.

Lors des réunions du groupe de contact, le Comité des finances s'est penché sur les avantages et les inconvénients de la proposition de niveler les dépenses annuelles sur les quatre années, requérant des détails concernant les implications d'une telle mesure, compte tenu du programme de travail pluriannuel du GIEC. Certains participants ont insisté que les contributions nécessaires à la publication du RE4 devraient être collectées avant 2007, étant donné l'importance des coûts de publication. Ils ont également examiné les diverses options offertes pour la durée et le coût de la GIEC-23 en 2005. Les participants ont suggéré de documenter les dépenses et les contributions prévisionnelles.

Les participants ont aussi examiné la possibilité d'utiliser les fonds prévus pour des activités spécifiques du programme mais non utilisés, pour d'autres activités qui risquent de se trouver en situation de dépassement de crédit. Ils ont également étudié les options possibles pour l'amélioration de la souplesse du budget, de manière à ce que les frais de déplacement non utilisés d'une réunion puissent servir à la couverture des frais de déplacement de participants à d'autres réunions.

Les participants ont par ailleurs débattu longuement de la faisabilité d'un parrainage de la participation des Auteurs principaux à des réunions autres que celles du GIEC; et du co-parrainage d'ateliers.

Afin d'améliorer la transparence, un participant, appuyé par d'autres, a proposé la tenue après le processus d'évaluation par des experts, d'une réunion où les auteurs et les évaluateurs pourraient discuter de leurs divergences.

Les participants au Comité des finances ont soulevé la question du recrutement par le Secrétariat, de personnel supplémentaire pour le travail de communication, et ont posé la question de savoir si cela avait été prévu dans le budget.

Lors de ses deux dernières réunions de groupe de contact tenues le mercredi et le jeudi, le Comité des finances s'est penché sur le projet de décision relatif au programme et au budget du Secrétariat pour la période 2005-2008, et a débattu de la manière et de l'opportunité de refléter dans le budget, le report annuel de quatre millions de francs suisses; ils ont également débattu des implications que ce report pourrait avoir sur les contributions des gouvernements. Les délégués ont décidé de mentionner le report, mais sans référence à tout désir de le maintenir au-delà de 2008. Certains ont plaidé pour une explication claire de la logique du report.

Le jeudi en Plénière, le Coprésident Gillet a fait le compte rendu des discussions du groupe de contact et a présenté le projet de décision. Rappelant la décision de la GIEC-18, la Belgique, appuyée par le Canada, a souligné le besoin de recruter d'urgence un expert pour le travail de communication du GIEC, indiquant que le salaire de cet expert devra être pris en compte dans le budget de 2005. Le délégué des États Unis a indiqué que la décision de la GIEC-18 ne précise pas s'il s'agit d'un poste à plein temps, ce qui a été confirmé par la Secrétaire. Celle-ci a indiqué que la décision de recruter du personnel est subordonnée à l'entente sur une stratégie relative au travail de communication.

En ce qui concerne les options pour l'augmentation budgétaire, la Tunisie a attiré l'attention sur les revenus provenant de la vente des produits du GIEC, et la Belgique a suggéré que le GIEC devrait recevoir une partie de ces revenus. Christ, la Secrétaire du GIEC, a expliqué qu'en échange des revenus des ventes reçus, l'éditeur offre un prix moins élevé pour les commandes en gros.

À une question posée par l'Australie de savoir si le Rapport de synthèse du RE4 est prévu dans le budget, Christ, la Secrétaire du GIEC a répondu par l'affirmative, tout en ajoutant que le budget pourrait être re-examiné à la lumière d'une décision sur le Rapport de synthèse. L'Inde a suggéré d'envisager la possibilité de produire les rapports des Groupes de travail dans les pays où les coûts de production sont moins élevés. Le GIEC a ensuite adopté la décision.

**Décision finale:** Dans la décision (IPCC-XXII/Doc.17), le Groupe adopte le budget révisé pour 2005 et prend note du budget prévu pour 2006, ainsi que des budgets prévisionnels pour 2007 et 2008. Le Groupe encourage les Bureaux des Groupes de travail, le Bureau du Comité des finances et le Coprésident du TGICA à continuer à fournir au Secrétariat à l'avance, les avis des réunions prévues et des autres activités proposées pour financement par le Fonds fiduciaire du GIEC. La décision recommande également au Secrétariat de continuer à mettre régulièrement à jour et à faire connaître le montant annuel des contributions volontaires en espèces au Fonds fiduciaire du GIEC, et à continuer à communiquer ces renseignements aux gouvernements et autres bailleurs de fonds, lors de la demande des contributions volontaires pour le Fonds fiduciaire.

Le Groupe a par ailleurs exprimé sa gratitude aux gouvernements, à l'OMM, au PNUE, à la CCNUCC et à l'Institut de l'énergie et des ressources (TERI) pour leurs contributions; et a remercié le Président et la Secrétaire du GIEC pour leurs efforts en vue d'élargir la base des donateurs du GIEC. Il lance un appel aux gouvernements afin qu'ils envoient leurs contributions au Fonds fiduciaire du GIEC, et demande au Président d'adresser une lettre officielle aux gouvernements et aux autres bailleurs de fonds pour leur demander de payer leurs contributions.

### PROCÉDURES D'ÉLECTION

Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté cette question et les délégués en ont débattu en Plénière le jeudi matin (IPCC-XXII/Doc.8). Le Coprésident du Groupe de travail à composition non limitée sur les procédures électorales David Warrilow (Royaume Uni), a souligné le besoin de débattre du renouvellement des membres du Bureau, du comité des candidatures, de la taille du Bureau et de l'utilisation des règles la CCNUCC comme modèle.

La Suisse a attiré l'attention sur les questions nécessitant une clarification, à savoir: les implications de l'utilisation de dispositions provenant des règles de procédure de la CCNUCC qui n'ont pas encore été approuvées par cet organisme; la cohérence entre les dispositions; et les procédures de proposition de candidatures. Les États Unis et la Belgique ont souligné la nécessité d'une définition du cycle d'évaluation ou d'une date limite pour chaque Bureau.

La Fédération de Russie et Richard Odingo (Kenya), Coprésident du Groupe chargé des Procédures électorales, ont recommandé l'utilisation des règles de l'OMM comme modèle, alors que l'Autriche et la Suisse ont plaidé pour une représentation régionale équilibrée au sein du Bureau.

Les États Unis et d'autres pays ont souligné la nécessité de mener d'autres discussions sur le Comité des candidatures; le Coprésident Odingo a appuyé cette proposition.



La Belgique, à l'opposé du Coprésident Odingo, a estimé que la taille actuelle du Bureau est efficace. Le Coprésident Odingo a indiqué qu'il revient au Président de déterminer la taille du Bureau. La Belgique, réfutée par la Fédération de Russie, a suggéré que les élections au sein du Bureau et du Président soient être décalées. Le délégué des États Unis a suggéré qu'il faudrait mener d'autres discussions sur cette question. La Belgique et l'Allemagne ont fait des propositions séparées en ce qui concerne le remplacement des membres du Bureau en mi-parcours.

Le Groupe a décidé de demander aux membres d'envoyer leurs commentaires sur les Procédures électorales aux coprésidents du Groupe chargé des procédures électorales et au Secrétariat avant le 15 janvier 2005. Le groupe a également décidé que le groupe de contact préparerait un projet révisé pour examen à la GIEC-24.

### **SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE**

Christ, la Secrétaire du GIEC, a annoncé que la GIEC-23 se tiendra le 8 avril 2005 à Addis Abeba, Éthiopie. Le Président, Pachauri a remercié l'Inde pour son hospitalité et a déclaré la réunion close à 18h26.

## **UNE BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC-22**

### **RECETTE POUR UN RAPPORT D'ÉVALUATION**

À sa 22<sup>e</sup> réunion, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est réuni pour poursuivre la préparation, commencée en 2002, de son Quatrième rapport d'évaluation (RE4) sur les changements climatiques, ses causes, les effets possibles et les mesures prises. En raison de ses évaluations antérieures, le GIEC est reconnu comme le mécanisme le plus respecté, le plus crédible et le plus polyvalent en matière d'évaluation de l'état des connaissances sur les changements climatiques. Alors que des centaines de scientifiques sont réunis pour écrire les rapports, les gouvernements sont eux aussi associés au processus d'évaluation, ce qui permet d'établir un lien entre la science et les préoccupations politiques. L'analyse qui suit met en relief les réussites de la 22<sup>e</sup> réunion du GIEC, tout en reflétant les implications du RE4 dans un contexte plus large des efforts menés à l'échelle planétaire pour étudier les changements climatiques.

### **DOSER LES INGRÉDIENTS**

Depuis sa création, le GIEC a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques relatives aux changements climatiques. Cela s'est surtout traduit par l'impact catalyseur du Premier rapport d'évaluation du GIEC de 1990, source de l'élan qui a conduit à l'adoption de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC) en 1992. Depuis lors, le GIEC et la CCNUCC ont toujours entretenu des liens étroits dans lesquels la CCNUCC s'appuie essentiellement sur les résultats des travaux du GIEC, alors que ce dernier attend que la CCNUCC lui confie le mandat d'élaborer des rapports spéciaux. Il en a résulté un équilibre entre les préoccupations scientifiques et les préoccupations politiques, ce qui a fait penser que ce forum serait plus efficace s'il impliquait uniquement des hommes de science à la quête du plus haut niveau de rigueur scientifique, ou uniquement des hommes politiques habitués au processus de la CCNUCC, permettant ainsi aux participants de s'exprimer dans le même « langage ». Cependant, beaucoup pensent que la participation des deux communautés,

scientifique et politique, constitue une caractéristique clé du GIEC, et salue la nature inclusive et interactive de ce processus intergouvernemental.

### **AJOUTER LES ÉPICES**

Les récents efforts visant à diversifier le genre et la provenance géographique des contributeurs et à maintenir le processus ouvert et transparent, ont permis à un nombre plus grand de gouvernements de s'approprier les produits finaux sans compromettre l'intégrité scientifique des rapports. Aujourd'hui, dans sa 17<sup>e</sup> année, le GIEC continue à jouir de la crédibilité des décideurs politiques en raison de ses rapports pertinents en matière de politiques, alors que sa procédure d'évaluation approfondie ne cesse d'attirer la confiance et l'engagement de la communauté scientifique. En effet, l'ampleur sans cesse croissante des contributions financières, comme l'ont démontré le programme et le budget adoptés au cours de la présente session, est révélatrice de l'engagement résolu des pays envers ce processus.

Cependant, la GIEC-22 reflète la nature potentiellement délicate d'un tel mélange de science et de politique. En particulier, la question du Rapport de synthèse du RE4 a démontré que tout en s'efforçant de réaliser un objectif pertinent pour des politiques, mais non pas des résultats imposant l'adoption de politiques, le Groupe doit continuellement chercher à éviter de se laisser compromettre par des préoccupations politiques. Le présent Rapport est réputé comme étant le document le plus important du GIEC pour le processus de la CCNUCC; son contenu est par conséquent sujet à d'importantes pressions visant à lui faire refléter les intérêts politiques.

### **MARINER ET FAIRE CUIRE**

Au début de la GIEC-22, de l'avis général, le Rapport de synthèse allait être la principale pomme de discorde, pour différentes raisons. En effet, même ses préparatifs étaient pleins d'incertitudes; en outre les discussions formelles et informelles sur la portée, le volume, le contenu et la date de parution du Rapport ont maintenu les couloirs et les salles de réunions dans un bourdonnement incessant pendant toute la durée de la GIEC-22, que ce soit lors des sessions du petit matin, de la journée et de la soirée. En ce qui concerne le calendrier, les discussions ont porté surtout sur le but visé de publier le Rapport avant la réunion de la CdP-13 de la CCNUCC, prévue pour novembre 2007. Beaucoup ont mis en garde contre l'idée d'accélérer le processus de Rapport de synthèse, étant donné le risque de sacrifier la qualité scientifique au profit des préoccupations politiques. D'autres ont rappelé que la CCNUCC est la principale cliente du GIEC et craignaient que si un rapport de synthèse n'était pas disponible, les décideurs politiques pourraient se tourner vers d'autres interprétations des rapports des trois Groupes de travail, avec pour conséquence non seulement l'affaiblissement de l'importance du travail du GIEC, mais aussi sa séparation du processus de la CCNUCC. Comme l'a dit un délégué, « la CdP-13 c'est tard; la CdP-14 c'est trop tard ».

En fin de compte, les craintes de ne pas avoir de Rapport de synthèse se sont calmées lorsque les participants ont approuvé une proposition de compromis pour un rapport de 30 pages avec un résumé de cinq pages pour les décideurs politiques, et qui devrait être approuvé par le GIEC fin octobre 2007. Les consultations intenses avec les Coprésidents des Groupes de travail et les chefs des Unités d'appui technique ont permis au Président du GIEC, R.K. Pachauri de convaincre que la qualité ne serait pas sacrifiée au profit de la rapidité.

**...ET SERVIR!**

La distribution des produits du GIEC constitue aussi un test de la capacité du Groupe à maintenir l'intégrité de sa marque de commerce à travers les efforts qu'il fournit pour divulguer les résultats publiés dans ses documents, sans en déformer le contenu. Il en a résulté une détermination ferme à développer une stratégie de communication; et les discussions au sein du Groupe de travail sur la communication ont permis d'identifier les priorités en ce qui concerne la diffusion des rapports spéciaux sur l'ozone et les changements climatiques, et sur le piégeage et l'entreposage du dioxyde de carbone, rapports qui devront être achevés en 2005. Les participants ont trouvé que cela constitue une occasion d'acquérir de l'expérience et de mettre en place une stratégie de communication à long terme dont l'application permettrait d'assurer la plus large diffusion possible du RE4. Alors que les préoccupations exprimées portaient sur les coûts de ces activités, l'intérêt de longue date suscité par cette question engendrera à coup sûr la volonté politique nécessaire pour venir à bout de ces contraintes financières.

Le processus de préparation d'un "plat international" avec les ingrédients disponibles s'est avéré une réussite à la GIEC-22. Avec les calendriers précis à présent mis en place pour l'achèvement des trois rapports des Groupes de travail et du Rapport de synthèse, le processus du RE4 est bien parti pour servir à la communauté internationale un autre tour de service à la table des revues de la science des changements climatiques.

**PROCHAINES RÉUNIONS**

**CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION POUR LA COMMERCIALISATION DES DROITS D'ÉMISSION (EMA) SUR LES MARCHÉS ÉMERGEANTS: ÉMISSIONS ET SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELLE:** Cette conférence se tiendra du 14 au 17 novembre 2004 à Houston, Texas, États-Unis. Pour plus d'informations, contacter: David Feldner, Directeur exécutif EMA; tél.: +1-414-276-3819; fax: +1-414-276-3349; e-mail: [dfeldner@emissions.org](mailto:dfeldner@emissions.org); internet: <http://www.emissions.org/conferences/houston04/>

**PREMIÈRE RÉUNION MINISTÉRIELLE SUR LE PARTNARIAT « MÉTHANE POUR LE MARCHÉ »:** Cette réunion se tiendra du 15 au 17 novembre 2004 à Washington DC. Pour plus d'informations, contacter: Conference Management Division; tel: +1-781-674-7374; fax: +1-781-674-2906; e-mail: [meetings@erg.com](mailto:meetings@erg.com); internet: <http://www.methanetomarkets.org>

**SEIZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES AU PROTOCOLE DE MONTRÉAL ET SES RÉUNIONS ASSOCIÉES:** La CdP-16 et ses réunions associées se tiendront du 17 au 26 novembre 2004 à Prague, République tchèque. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat de l'ozone, PNUE; Tél.: +254-2-62-3850; fax: +254-2-62-3601; e-mail: [ozoneinfo@unep.org](mailto:ozoneinfo@unep.org); internet: [http://www.unep.org/ozone/Meeting\\_Documents/mop/16mop/16mop.asp](http://www.unep.org/ozone/Meeting_Documents/mop/16mop/16mop.asp)

**CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉNERGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE - AVANCÉES TECHNOLOGIQUES ET QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES:** Cette conférence se tiendra du 6 au 9 décembre 2004 au Caire, Égypte. Pour plus d'informations, contacter: Fuad Abulfotuh, Arab Academy; e-mail: [mceet@link.net](mailto:mceet@link.net); internet: <http://www.aast.edu/mceet/confindex.htm>

**CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉNERGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT:** Cette réunion se tiendra du 12 au 14 décembre 2004 à Noordwijk, Pays Bas. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de l'Énergie pour le développement; tél.: +31-70-339-1812; fax: +31-70-339-1306; e-mail: [projectteam@energyfordevelopment.org](mailto:projectteam@energyfordevelopment.org); internet: <http://www.energyfordevelopment.org/>

**DIXIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES À LA**

**CCNUCC:** La CdP-10 se tiendra à Buenos Aires, Argentine. Pour plus d'informations, contacter le Secrétariat de la CCNUCC; tél.: tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: [secretariat@unfccc.int](mailto:secretariat@unfccc.int); internet: [http://unfccc.int/meetings/cop\\_10/items/2944.php](http://unfccc.int/meetings/cop_10/items/2944.php)

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR L'ÉVALUATION DÉCENNALE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DE BARBADE:** Cette conférence se tiendra du 10 au 14 juillet 2005 à Port Louis, Maurice. Pour plus d'informations, contacter Diane Quarless, Division des Nations unies pour le développement durable, Unité des Petits États insulaires en développement; tel: +1-212-963-4135; fax: +1-917-367-3391; e-mail: [Mauritius2004@sidsnet.org](mailto:Mauritius2004@sidsnet.org); Internet: <http://www.un.org/smallislands2005/>

**SOMMET SUR LES IMPACTS & LES POSSIBILITÉS LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES: APPRENDRE DE NOS LEADERS:** Ce sommet est prévu du 13 au 14 janvier 2005 à New York. Pour plus d'informations, contacter: Robyn Stewart, Center for Economic and Environmental Partnership Inc.; tél.: +1-518-432-6400; e-mail: [robyn@ceepinc.org](mailto:robyn@ceepinc.org); internet: <http://www.climatechangenyc.org/>

**CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES:** Cette conférence se tiendra du 18 au 22 janvier à Kobe-Hyogo, Japon. Pour plus d'informations, contacter le Secrétariat Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes/Nations Unies; tél.: +41-22-917-2529; fax: +41-22-917-0563; e-mail: [isdr@un.org](mailto:isdr@un.org); internet: <http://www.unisdr.org/eng/wcdr/wcdr-index.htm>

**5<sup>e</sup> CONGRÈS de RIO – CLIMAT MONDIAL ET ÉVÈNEMENT ÉNERGIE:** Ce congrès se tiendra du 15 au 20 février 2005 à Rio de Janeiro et à Fortaleza, Brésil. L'évènement a pour but de rassembler les experts de la communauté scientifique, industrielle et du secteur public pour parler de la recherche, des politiques et des produits liés aux énergies durables. Pour plus d'informations, contacter Vanessa Espi, Comité d'organisation; tél.: +55-21-2233-5184; fax: +55-21-2518-2220; e-mail: [info@rio5.com](mailto:info@rio5.com); internet: <http://www.rio5.com/>

**JOURNÉES 2005 DE RÉFLEXION SUR LE MARCHÉ DE CARBONE:** Cet évènement se déroulera du 1<sup>er</sup> au 3 mars 2005 à Amsterdam, Pays Bas et vise à offrir un forum de discussions sur les derniers développements du marché de carbone, notamment la situation en ce qui concerne le Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto et l'Initiative d'application conjointe, le système européen d'échange de quotas d'émissions ainsi que d'autres systèmes régionaux et nationaux. Pour plus d'informations, contacter: Comité d'organisation de Point Carbon; tél.: +47-924-29-400; fax: +47-925-70-818; e-mail: [conference@pointcarbon.com](mailto:conference@pointcarbon.com); internet: <http://www.pointcarbon.com/category.php?categoryID=286>

**NEUVIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU CAIRE SUR L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT (EE9):** La EE-9 se tiendra du 13 au 19 mars 2005 au Caire et à Sharm El-Sheikh, Égypte. Pour plus d'informations, contacter Ralph Kummler, Université d'État de Wayne; tél.: +1-313-577-3775; fax: +1-313-577-5300; e-mail: [rkummler@chem1.eng.wayne.edu](mailto:rkummler@chem1.eng.wayne.edu); internet: <http://ee9.sat-eng.com/index.htm>

**GIEC-23:** La 23<sup>e</sup> réunion du GIEC est prévue pour le 8 avril 2005 à Addis Abeba, Éthiopie. Pour plus d'informations, contacter le Secrétariat du GIEC; tél.: +41-22-730-8208/84; fax: +41-22-730-8025/13; e-mail: [IPCC-Sec@wmo.int](mailto:IPCC-Sec@wmo.int); internet: <http://www.ipcc.ch/>